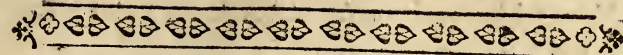


Ch
FRC
632



ARRÊTÉ DU PARLEMENT DE PARIS,

Du 12 Septembre 1788.

Nous soussignés Présidens, Conseillers, Gens du Roi, Greffier en chef, & Officiers du Parlement de Paris.

Justement alarmés de l'annonce d'un Lit de Justice prochain ; considérant que cette forme ordinairement employée pour manifester des volontés contraires à la Nation , est celle dont veut se servir le même Ministre qui, au mois de Mai dernier , a préparé avec le même mystère des Edits destructeurs des droits de la Nation , & par le discours qu'il a prononcé lors de leur publication , s'en est déclaré l'auteur ou le complice :

Considérant que contraint par la force de l'opinion publique qui a repoussé ces Loix défastreuses , ce Ministre a perdu l'espoir de renverser d'un seul coup la constitution de cette

Monarchie; mais qu'il n'abandonne point, sans doute, ses funestes projets :

Convaincu que son unique but est toujours de soumettre les Peuples au joug du Despotisme, comme son unique moyen pour y parvenir est d'enlever à la Magistrature l'estime & la confiance de la Nation, persuadé qu'il lui seroit facile d'anéantir les Loix s'il pouvoit diriger l'opinion publique contre ceux qui, par état, sont leurs gardiens & leurs défenseurs :

Considérant que dans cette vue il se bornera peut-être à attaquer des principes moins essentiellement liés en apparence à la constitution, & qu'il présentera comme intéressant seulement les privilèges & les droits des Cours :

Que pour avoir un motif d'accuser les Magistrats, il emploie dans ce moment la forme du Lit-de-Justice, n'ignorant point que cette forme oblige le Parlement de protester contre tous les actes de législation qui y sont publiés, de quelque nature qu'ils soient, & qu'il espere faire envisager cette déclamation indispensable comme un effet de l'intérêt particulier qui détermineroit les Magistrats à rejeter des projets avantageux au Public :

Que cependant les Magistrats, loin de s'opposer à la destruction des abus qui peuvent s'être introduits dans l'administration de la Justice, desiront de voir des changemens utiles s'opérer

dans l'ordre judiciaire , & dans la législation civile & criminelle ; mais que l'intérêt public devant seul déterminer ces réformes , il est inconsequent , à l'instant où les Etats-Généraux vont être assemblés , de consommer ces réformes & ces changemens , avant que la Nation ait fait connoître son vœu.

D'après ces motifs & ces considérations , persistant dans l'arrêté de la Cour du 3 Mai , & dans nos protestations subséquentes , Nous déclarons que nous protestons également de nouveau contre tout ce qui a été fait au Lit-de-Justice du 8 Mai , & que nous ne cesserons de nous opposer à l'exécution du système de la seule volonté , auquel les Ministres veulent asservir la Nation :

Protestons également contre tout ce que l'on voudroit induire de notre présence à la publication de tout ce qui seroit contraire à la propriété , à la liberté publique & aux loix constitutionnelles de la Monarchie.

Protestons en outre contre toute exécution ou modification des Edits publiés au Lit de Justice du 8 Mai dernier.

Contre la suppression des Tribunaux d'exception , & contre la suppression , création , extension de pouvoir , réunion de quelque Tribunaux que ce soit , opérées en exécution desdits Edits.

Et déclarant qu'aussitôt que la violence qui

nous empêche d'exercer nos fonctions sera cessée ; nous nous empresserons de réparer les maux que leur suspension forcée a produits , & que nous emploierons tout le pouvoir que nous donne les Loix pour maintenir , dans toutes leurs forces & intégrités , les principes dont nous sommes les dépositaires , & que notre devoir comme notre serment nous obligent de défendre , au péril de notre fortune , de notre liberté & de notre vie.

Et afin que la présente déclaration , qui doit être à jamais le garant de nos sentimens , soit ferme & stable , dans l'impossibilité où nous sommes de la consigner au Greffe de la Cour, nous autorisons celui d'entre nous qui en sera porteur , de la déposer entre les mains de tel Officier public qu'il jugera convenable , & de s'en faire délivrer autant d'expéditions qu'il croira nécessaire. Fait à Paris , ce douze Septembre mil sept cent quatre-vingt-huit.

La présente protestation a été signée par MM. les Présidens du Parlement , les Conseillers d'honneur & de Grand'Chambre , MM. les Présidens & Conseillers des Enquêtes & Requêtes , MM. les Gens du Roi , Greffier en chef , Substituts & Officiers du Parlement.